

Royaume du Maroc

Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Département de l'Énergie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة
قطاع الطاقة والمعادن

Direction de l'Observation et de la Programmation

NOTE DE VEILLE DES SECTEURS ENERGETIQUE ET MINIER (Informations du 30 & 31 Mars 2010)



ENERGIE

Producteurs et consommateurs de l'énergie sont exhortés à trouver le juste prix

(src : LesEchos)

Le Forum international de l'énergie, qui se tient à Cancun, devrait se clore sur un appel à une stabilisation des prix du pétrole et à une hausse des prix du gaz.

Le Forum international de l'énergie (IEF), qui est le plus grand rendez-vous mondial du secteur de l'énergie qui se réunit à Cancun (*) depuis mardi. Sa déclaration finale ne débouchera pas sur un engagement formel relatif au un prix du pétrole brut mais il marquera «une amélioration du dialogue entre producteurs et consommateurs», a déclaré mardi soir, le Libyen Abdalla Salem El Badri, secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). «Cela nous encouragera dans nos efforts pour contrer ces influences extérieures, comme le marché financier, comme la spéculation, causes principales des prix élevés que nous avons vus en 2008», a-t-il ajouté en marge du Forum.

La déclaration des ministres des pays producteurs et consommateurs de 90% de l'énergie mondiale est attendue vers 18h00 GMT. Mais dès avant son ouverture, mardi, le Forum avait un objectif désigné : réduire la «volatilité» des prix du brut. En effet, les marchés sont encore sous le coup du yo-yo des prix depuis la dernière réunion de l'IEF en 2008 : un record à la hausse à 147 dollars le baril, avant une chute à 32 dollars au plus fort de la crise économique mondiale, puis un rétablissement autour de 80 dollars. *«Le cours a échappé à tout contrôle fin 2008 en raison de la spéculation»*, avait déjà accusé M. El Badri lundi.

Or, si le niveau de prix actuel convient globalement aux producteurs comme aux consommateurs, sa stabilité n'est pas garantie. L'incertitude sur la reprise économique mais aussi des troubles dans des pays producteurs comme l'Iran, l'Irak ou le Nigeria pourraient relancer l'instabilité des cours. Ainsi, lundi encore, le baril de *«light sweet crude»* pour livraison en mai a bondi de près de 3% à New York, à 82,17 dollars. Avec en toile de fond un net recul du dollar et l'annonce du double attentat qui a fait au moins 39 morts à Moscou, capitale du deuxième producteur et exportateur mondial de brut.

Le prix actuel du gaz n'est pas viable

De leur côté, les producteurs de gaz naturel ont manifesté à Cancun leur volonté d'une revalorisation de son cours. Le prix actuel à 4 dollars sur le marché spot *«n'est pas viable»* pour les producteurs et l'Algérie va recommander une réduction de la production *«le 19 avril à Oran, au Forum des pays exportateurs de gaz»*, a déclaré mardi à la presse le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil.

Le secrétaire de l'IEF, Noah Van Hulst, a souligné mardi avec le président mexicain Felipe Calderon , *«l'interdépendance»* entre pays producteurs et consommateurs. Il les a appelé à la «solidarité», au *«dialogue»*, à la *«transparence»* et à la *«collaboration technologique»*, y compris dans la recherche et la mise au point d'énergies renouvelables.

Enfin, les responsables de l'Initiative commune sur les données pétrolières (Joint Oil Data Initiative, ou Jodi), lancée en 2001 pour affiner les données sur les inventaires et la demande, ont appelé les gouvernements à *«améliorer la qualité des données qu'ils adressent au marché»*.

(*)Le Forum de Cancun réunit les ministres de 64 pays producteurs et consommateurs de 90% de l'énergie mondiale: l'OPEP et l'Agence internationale de l'énergie (AIE), département-conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui rassemble 31 pays industrialisés.

Le projet Transgreen va t'il concurrencer Désertec ?

(src : Desertec, AFP)

Dans le cadre du "plan solaire méditerranéen", la France aurait l'intention de créer un consortium en charge de développer un vaste réseau de lignes électriques sous la mer Méditerranée.

L'objectif de ce réseau sera de transporter la future électricité solaire produite en Afrique vers l'Europe, ont indiqué des sources proches du dossier.

Le **Plan Solaire Méditerranéen** lancé dans le cadre de l'Union Pour la Méditerranée (UPM) le 13 juillet 2008, vise à accroître l'utilisation des énergies renouvelables et à renforcer l'efficacité énergétique dans la région. Il prévoit la construction de capacités additionnelles de production d'électricité, notamment solaire, dans les pays du pourtour méditerranéen pour une puissance totale de **20 Gigawatt à l'horizon 2020**. Une partie de cette électricité (5 GW) est destinée à être exportée vers l'Europe.

[UPM le 13 juillet 2008 : en bleu les États membres de l'Union européenne, en jaune les autres états riverains, la Jordanie et la Mauritanie, en rayé la Libye, État observateur au sommet de Paris.]

Transgreen n'entrerait pas selon ses promoteurs, "en concurrence" avec le projet allemand **Desertec**, un consortium qui compte déjà 17 partenaires, dont l'américain First-solar, l'italien Enel ou encore le français Saint-Gobain. Desertec vise à créer d'ici 40 ans un vaste réseau d'installations éoliennes et solaires en Afrique du nord et au Moyen-Orient, afin de fournir jusqu'à 15% de la consommation d'électricité de l'Europe.

Le lancement du projet Transgreen devrait être annoncé lors d'une réunion des ministres de l'Energie des 43 pays de l'Union pour la Méditerranée (UPM) prévue le 25 mai au Caire.

Les français restent attachés au tarif réglementé

(src : CLCV, MV2 conseil, Maximiles)

La CLCV, MV2 conseil et Maximiles ont mené une enquête pour mieux connaître l'état d'esprit des consommateurs plus de deux ans après l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence.

Les français connaissent désormais largement (97%) la possibilité de choisir d'autres fournisseurs d'énergie qu'EDF et GDF. Ils souhaitent toutefois conserver leur offre au tarif réglementé et ce, bien que près de la moitié d'entre eux (43%) déclarent avoir été démarchés par un autre opérateur et que 66% estiment que le tarif libre est plus avantageux que le tarif réglementé. Cet attachement au tarif réglementé est corroboré par le fait que, dans leur immense majorité, les consommateurs souhaitent le voir perdurer (94%).

Alors que les sénateurs doivent se pencher aujourd'hui sur la proposition de loi déposée par le Sénateur Poniatowski qui permettra aux consommateurs de **retourner au tarif réglementé de l'électricité**, 95% d'entre eux estiment cette garantie nécessaire lorsqu'ils souscrivent à une offre de type "tarif libre".

L'association CLCV soutient cette proposition de loi visant à rétablir la réversibilité pour l'électricité et à maintenir la possibilité de choix entre un tarif réglementé et un tarif libre pour les consommateurs qui emménagent. Elle demande par ailleurs aux parlementaires "*d'adopter l'amendement proposé sur ce texte instaurant la réversibilité pour la fourniture du gaz*".



TGCC : L'Europe prête 250 ME au Russe Enel OGK-5

(src : BEI)

La Banque européenne d'investissement (BEI) va prêter 250 millions d'EUR à la société russe Enel OGK-5 pour financer la modernisation d'une centrale électrique alimentée au gaz, à Nevinnomyssk, en Russie méridionale.

Il s'agit du premier prêt que la BEI accorde à l'appui du secteur de la production d'électricité en Russie, ainsi que de sa première opération en Russie méridionale. La société Enel OGK-5 a pour actionnaire majoritaire la compagnie d'électricité italienne Enel.

Le projet comprend la construction d'une **turbine au gaz à cycle combiné (TGCC) d'une capacité de 410 MW**, pour remplacer des unités anciennes (qui seront mises en réserve froide), ainsi que la remise en état de la capacité de production existante. Sa réalisation conduira à une amélioration de l'efficacité énergétique et à une réduction des émissions de CO2 par unité d'électricité produite.

Au travers de son prêt destiné à financer les opérations du groupe Enel en Russie, la BEI soutient l'investissement européen direct dans ce pays tout en participant à la mise en œuvre des politiques européennes dans les domaines importants de l'efficacité énergétique et du changement climatique.

Précisions sur la hausse tarifaire du gaz au 1er avril

(src : lesechos)

GDF Suez donne quelques précisions suite à la décision de la Commission de Régulation de l'Energie d'augmenter les tarifs réglementés de vente de gaz naturel à compter du 1er avril 2010.

Les nouveaux barèmes résultent ainsi de la stricte application de l'arrêté du 21 décembre 2009 et du Contrat de Service Public. L'Evolution de 1,60 €/MWh est due à la hausse des coûts d'approvisionnement calculée par la formule publiée dans l'arrêté (coûts matière), suivie d'une autre évolution de 2,43 €/MWh concernant les coûts d'infrastructure et de commercialisation fixée dans l'arrêté (coûts hors matière).

La hausse représentera 9,6 % TTC pour un client particulier qui se chauffe au gaz naturel (tarif B1).

Ainsi, il en coûtera 10 euros HT supplémentaire par an sur la facture pour un usage de type "cuisine", de 21 euros HT si l'on y associe un usage "eau chaude" et de 70 euros en y ajoutant la fonction "chauffage".

GDF Suez indique que *"la formule qui permet de calculer les variations des tarifs du gaz, est incluse dans le Contrat de Service Public signé avec l'Etat"*. Elle représente les coûts du gaz naturel importé en France par GDF Suez pour l'alimentation de ses clients, dans le cadre des contrats long terme constitutifs de son portefeuille d'approvisionnement.

Sachez que l'association "UFC-Que Choisir" demande une révision de la formule de calcul exclusivement indexée sur les prix pétroliers. Elle regrette également que "*les demandes d'augmentation sont à la seule initiative de GDF-Suez*", et que "*le rôle de la Commission de régulation de l'énergie se limite à la seule vérification de la bonne application de la formule tarifaire*".

Seul réconfort : "*depuis plus de 10 ans, les tarifs réglementés du gaz naturel en France sont inférieurs à la moyenne des prix des principaux pays européens*".

Xinoé : une pompe à chaleur à absorption gaz naturel

(src : France Air)

France Air a présenté mardi XINOE, la pompe à chaleur à absorption gaz à 160% de rendement et à 40% d'EnR.

Le principe d'absorption permet de récupérer la chaleur de la réaction d'absorption. La compression n'est pas mécanique, mais thermo-chimique et utilise l'énergie fournie par le brûleur gaz naturel. Dans la PAC à absorption, le traditionnel fluide frigorigène est remplacé par un mélange eau ammoniac et le compresseur est remplacé par le brûleur gaz. Ce fluide frigorigène est sans impact sur l'effet de serre.

Le Grenelle de l'Environnement vise à créer les conditions favorables à l'émergence d'une nouvelle donne en faveur de l'environnement et de la maîtrise des ressources énergétiques. Une conséquence essentielle de ce Grenelle de l'environnement est la nécessité d'optimiser les consommations d'énergie primaire. Le coefficient de conversion entre énergie primaire et énergie finale est largement favorable avec le gaz naturel.

A partir du 1er janvier 2013, tous les bâtiments créés seront de type BBC (Bâtiment Basse Consommation).

Une pompe à chaleur permet la valorisation de l'énergie provenant de l'air (aérothermie) ou du sol (géothermie) pour la labellisation EnR. Xinoé dépasse les critères de performance imposés dans le cadre de la labellisation EnR, quelque soit le type d'émetteur : ventilo-convecteur ou plancher chauffant, Xinoé peut prétendre à la valorisation d'EnR.

La pompe à chaleur Xinoé assure le chauffage et la production de l'eau chaude sanitaire avec des rendements d'efficacité supérieurs à 160 %. En effet, Xinoé est 30 à 50 % plus efficace que les meilleures chaudières. De plus, la pompe à chaleur Xinoé garantit des performances constantes par des températures extérieures négatives extrêmes.

Xinoé peut être envisagée sur des programmes neuf et de rénovation, en version aérothermique ou géothermique, en moyenne ou haute température, sur des applications de logements collectifs ou de bâtiments tertiaires à forts besoins en chauffage tels que les écoles ou les crèches. Les modules de 40 kW de 848 x 1258 x 1537 mm (L x P x H) peuvent être montés en cascade pour atteindre des puissances supérieures et associées à une chaudière à condensation pour compléter la puissance.

British Gas se tourne vers les compteurs intelligents

(src : British Gas)

Le plus important fournisseur britannique d'énergie, British Gas (filiale de Centrica) a sélectionné Landis+Gyr, pour aider le Royaume-Uni dans son premier projet de déploiement à échelle commerciale de compteurs intelligents.

Ce contrat verra British Gas déployer jusqu'à 1 million de compteurs intelligents électriques et à gaz "dual fuel" de Landis+Gyr, ainsi que les écrans tactiles intérieurs de Landis+Gyr chez les clients au Royaume-Uni, une opération de déploiement de compteurs jugée "*l'une des plus rapides, des plus vastes et des plus avancées en Europe*".

Dans le cadre de ce déploiement, qui précédera l'opération principale de déploiement des compteurs intelligents dans l'ensemble du Royaume-Uni, les consommateurs pourront gérer de manière indépendante leur consommation d'énergie et réduire leur facture. En agissant sur l'efficacité énergétique, cette initiative devrait permettre aux consommateurs d'économiser plus de 200 millions de livres sur leurs factures énergétiques.

"Notre partenariat avec British Gas représente une avancée majeure dans le domaine des compteurs intelligents au Royaume-Uni. Ensemble, nous lancerons les normes techniques et pratiques qui, nous l'espérons, verront chaque foyer et chaque entreprise du pays adopter les compteurs intelligents dans les dix années qui viennent. Nous sommes fiers et heureux d'avoir été sélectionnés pour jouer un rôle aussi important dans ce déploiement majeur." a expliqué Cameron O'Reilly, le PDG de Landis+Gyr.

British Gas est le premier des "six Grands" services publics du pays à entreprendre un déploiement majeur à la suite de la publication en décembre dernier des plans définitifs du DECC pour un déploiement au plan national d'ici 2020.

"Nous considérons ce déploiement de compteurs intelligents comme l'un de nos projets les plus importants jamais lancés", a indiqué Petter Allison, directeur du département des compteurs intelligents chez British Gas. *"Ces compteurs intelligents ont un rôle fondamental à jouer, dans la mesure où ils aident les clients à être plus sensibles au montant et au coût de l'énergie qu'ils utilisent, ce qui les encouragera à réduire leur consommation et à économiser de l'argent."*

ENERGIES RENOUVELABLES

Chine : 1er investisseur mondial dans les EnR en 2009

(src : lesechos)

En 2009 et pour la première fois, la Chine s'est placée au premier rang mondial des investisseurs dans les énergies renouvelables, largement devant les Etats-Unis avec 25,8 milliards d'euros, contre 13,9 milliards pour ce dernier.

Toujours en 2009, les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables ont atteint **121 milliards d'euros**, en baisse de 6,6% par rapport à 2008. Toutefois, ce taux est à relativiser compte tenu du ralentissement économique et du fait que les investissements avaient très fortement augmenté au cours des deux derniers trimestres, comparativement à la même période de l'année 2008.

Plusieurs signes montrent qu'une croissance importante aura de nouveau lieu en 2010, avec **un chiffre d'affaires prévisionnel de 150 milliards d'euros (soit +25%)**. Cette information est relayée dans un rapport intitulé "*Qui sont les gagnants de la course aux énergies renouvelables ? Croissance, Compétition et Opportunités dans une économie mondialisée*", et rédigée par l'association à but non lucratif "**Pew Charitable Trust**" en collaboration avec **Bloomberg, New Energy Finance**.

L'étude effectue une analyse approfondie des informations concernant différents pays. En 2009, les investissements italiens ont atteint 1,94 milliards d'euros, devant des pays comme l'Australie, la France, le Japon et l'Inde, mais derrière d'autres pays européens mieux placés : le Royaume-Unis (8,4 milliards d'euros), l'Espagne (7,8 milliards) et l'Allemagne (3,2 milliards). L'Italie a investi essentiellement dans l'énergie éolienne (61,6%) et l'énergie solaire (20,3%).

La Chine est quant à elle devenue un pays leader sur le marché de l'éolien en 2009, grâce non seulement aux 13,75 gigawatts (GW) de nouvelles capacités installées, mais aussi à 3 de ses fournisseurs** qui se classent parmi les 10 plus grands fabricants de turbines.

"Les nouvelles capacités de la Chine ont représenté plus du tiers de la capacité totale mondiale en énergie éolienne (soit 38 GW) l'année dernière, un record malgré la crise financière", a indiqué le cabinet de conseil danois BTM. *"A 447 gigawatts (GW), la capacité d'énergie éolienne mondiale devrait presque tripler au cours des cinq prochaines années et pourrait s'élever à près de 1.000 GW d'ici 10 ans"*.

** Sinovel (classé n ° 3), devant Goldwind (classé n ° 5) et Dongfang (n ° 7).

Secteur Transport : la part des EnR devrait augmenter

(src : PWC)

En 2030, les énergies renouvelables devraient représenter près de 80% de l'énergie consommée par le secteur des transports et de la logistique dans certains pays.

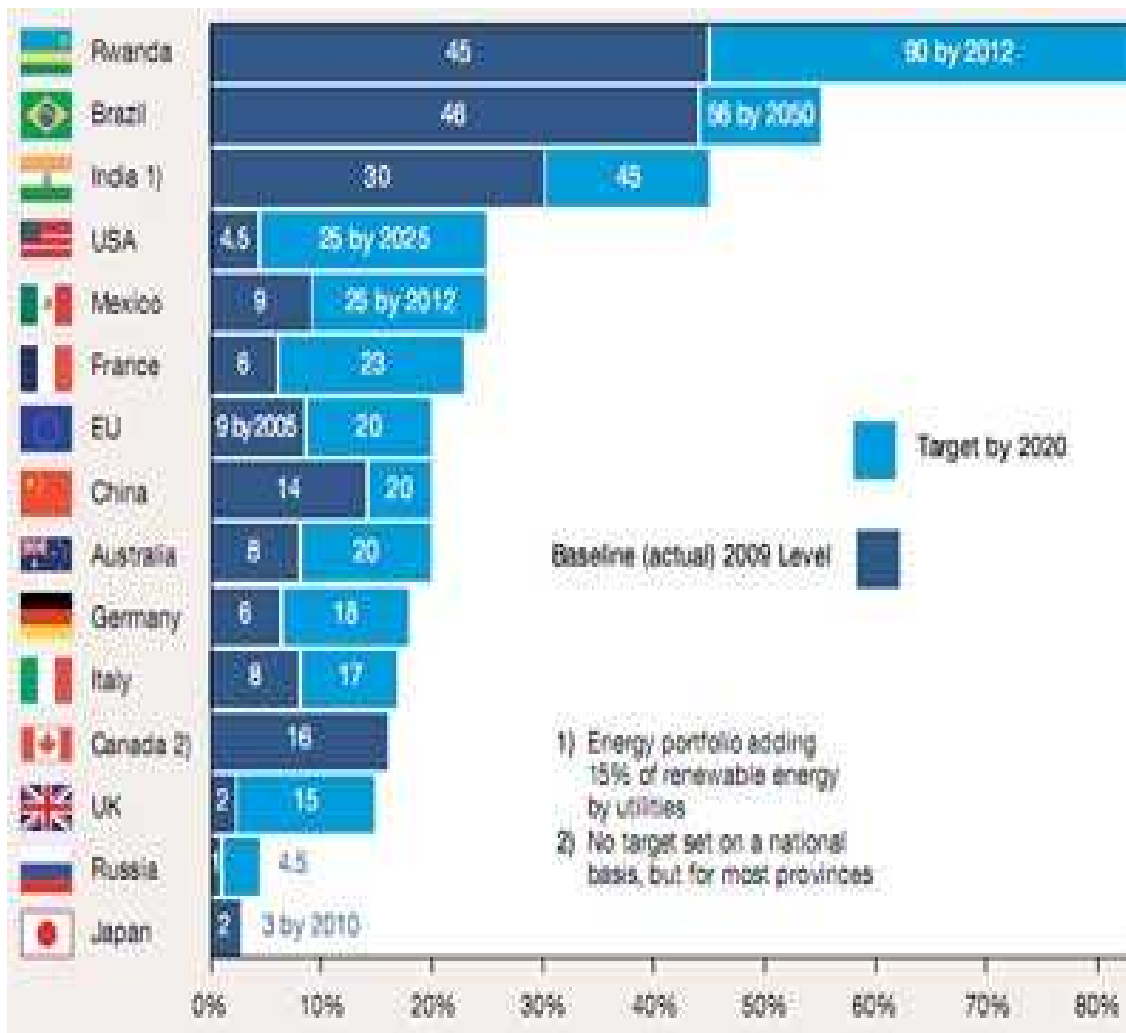
Le changement climatique, la hausse des prix de l'énergie et l'augmentation de l'approvisionnement local sont les défis à venir du transport et de la logistique, selon un nouveau rapport publié par PricewaterhouseCoopers (PwC).

Les énergies renouvelables au cœur de la stratégie des acteurs du secteur

Plus de la moitié des dirigeants du secteur du transport et de la logistique interrogé par PricewaterhouseCoopers prédit un scénario futur optimiste, dans lequel les énergies renouvelables représenteront près de 80% de la consommation totale de la consommation d'énergie dans certains pays. La majorité des personnes interrogées considèrent que la réduction des émissions de CO2 ainsi que celle d'oxyde d'azote par exemple est un facteur clé à court comme à long terme. Près de 70% d'entre elles s'attendent à ce que d'ici 2030, toutes les émissions soient répertoriées dans la chaîne d'approvisionnement et prises en compte dans le prix du produit.

"Le prix de l'énergie, le changement climatique et l'approvisionnement régional conduiront à un changement fondamental dans les secteurs du transport et de la logistique en 2030. Les entreprises du transport et de la logistique - des services de courrier express aux compagnies aériennes - devront faire face à des défis en matière de suivi, d'évaluation et de

documentation de toutes les émissions dans leur chaîne d'approvisionnement. Ces émissions seront prises en compte dans le prix du produit." commente Vincent Gaide, associé responsable du secteur du transport et de la logistique chez PricewaterhouseCoopers France. "La sensibilisation accrue du consommateur sur le développement durable entrainera un changement de comportement qui, à son tour, aura un impact sur la chaîne logistique au niveau mondial."



Vers une réduction et un assouplissement de la mobilité des biens et des personnes...

Selon l'étude de PwC, près de six personnes interrogées sur dix estiment que leur environnement personnel et professionnel deviendra plus intégré, avec une diminution des distances dans les trajets. **Plus de 45% des personnes interrogées s'attendent même à une réduction de la mobilité individuelle par rapport à aujourd'hui.**

Bien que 60% des personnes interrogées estiment que le consommateur préférera les produits fabriqués localement d'ici 2030 sans mettre à mal cependant la logique de mondialisation. Toutefois, 59% estiment que le coût de transport sera le facteur prédominant dans la localisation des sites de production.

"Par ailleurs, nous avons constaté que des modes de transport plus souples et efficaces vont émerger". La majorité des personnes interrogées anticipent ces systèmes autonomes et autocontrôlés tels que les systèmes multi-agents et les véhicules à guidage automatique qui vont révolutionner le transport de fret. 60% des personnes interrogées estiment que la concentration des capacités de transport, avec par exemple l'utilisation de la LKW transportant plus de 60 tonnes (« mega trucks ») ou de porte-conteneurs « ultra-large » compenseront l'augmentation des coûts.

La moitié des personnes interrogées pensent que la part du transport routier augmentera davantage dans le transport total de fret.

SOLAIRE

Kyosemi dévoile ses cellules solaires sphériques

(src :AFP)

Kyosemi Corporation a dévoilé lors de l'exposition PV 2010 de Tokyo, de minuscules cellules sphériques capables d'être utilisées dans les ouvertures afin de recueillir le maximum d'énergie solaire.

Les cellules sphériques solidifiées sont constituées de gouttes de silicium de 1,8 mm de diamètre. Elles peuvent être incorporées dans du verre afin de créer un support transparent dont la fonction sera de capter la lumière solaire dans n'importe quelle direction ou angle.

L'efficacité serait de mise pour ce nouveau support car les deux côtés du verre pourront collecter et transformer la lumière en électricité. Par ailleurs, les cellules pourront également être intégrées sur des surfaces souples, leur permettant de prendre des formes inhabituelles si nécessaire.

Par exemple, le Sphelar Dome a été conçu pour alimenter des capteurs sans fil en plein air. De part la forme hémisphérique, ces modules sont destinés à absorber plus d'énergie tôt le matin et tard le soir, contrairement à une conception plate. D'un poids de 300 grammes, la puissance maximale délivrée par le Sphelar Dome est de 400 mW pour une tension maximale de 4,6 V (87 mA).

EFFICACITE ENERGETIQUE

Eau Chaude Sanitaire : l'ADEME retient 5 projets

(src : AFP)

Selon l'ADEME, l'eau chaude sanitaire peut représenter jusqu'à 25 % de la consommation énergétique d'un logement, voire devenir le premier poste de consommation dans un bâtiment basse consommation.

C'est pourquoi, dans le cadre du Programme national de Recherche et d'Expérimentation sur l'Energie dans le Bâtiment (PREBAT), l'ADEME a lancé le 31 août 2009 un appel à projets pour un Programme d'Actions Concertées en Technologies de l'Energie (PACTE) sur l'eau chaude sanitaire.

Ces travaux de recherche devraient permettre l'apparition sur le marché, d'ici 3 à 4 ans, d'offres innovantes et performantes d'équipements en eau chaude sanitaire, pour les logements collectifs et individuels, aux coûts du marché actuel. Ils participent ainsi à l'atteinte des objectifs du Grenelle Environnement de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre des bâtiments.

Parmi les 22 propositions reçues, 5 projets ont été retenus pour un montant d'aide totale de 6 à 8 millions d'euros.

> SCE-ECS (Synergie Confort Energie pour l'Eau Chaude Sanitaire)

Projet coordonné par : GDF SUEZ /CRIGEN, partenaires : Cardonnel Ingénierie, GDF SUEZ / CIRSEE, COFELY, PROFLUID, CAPEB, COMAP, KME France, SALMSON, ITRON, SAUTER REGULATION, SOLENOVE ENERGIE, VAILLANT SAUNIER DUVAL, VIESSMANN, FRANCE AIR, ROBUR.

Solutions techniques développées : Solutions globales étudiant à la fois les besoins, l'émission, les distributions (mutualisation réseau chauffage/ECS), les générations performantes à partir de sources renouvelables (pompe à chaleur gaz, solaire thermique, etc.), la récupération d'énergie, la régulation, la qualité d'eau, la mise en œuvre et la maintenance.

Secteur concerné : bâtiments collectifs (neuf et existant) et maisons individuelles (neuf et existant).

> SCHEFF (Solaire Collectif à Haute Efficacité)

Projet coordonné par : TECSOL, partenaires : VIESSMANN, COFELY, Belenos, CEA à l'INES. Solutions techniques développées : développement industriel de systèmes de production d'ECS avec optimisation de solutions solaires thermiques de type collectif individualisé (CESCI).

Secteur concerné : bâtiments collectifs (neuf et existant en réhabilitation).

> PAC ECS

Projet coordonné par : CIAT, partenaires : ADRET, Atisys Concept, IUSTI/ Polytech Marseille. Solutions techniques développées : développement d'une pompe à chaleur haute température de moyenne puissance avec production différée d'eau chaude sanitaire. Récupération de chaleur sur VMC et contribution de l'énergie solaire photovoltaïque. Secteur concerné : bâtiments collectifs (neufs et existants).

> BBC PACS (Eau chaude sanitaire thermodynamique pour les bâtiments résidentiels basse consommation)

Projet coordonné par : ATLANTIC, partenaires : CSTB, EDF, ARMINES. Solutions techniques développées : développement d'un chauffe-eau thermodynamique sur la base d'une caractérisation de toutes les sources d'énergie disponibles dans le bâtiment. Secteur concerné : bâtiments neufs (individuels et collectifs).

> Recup'AIR 'EAU

Projet coordonné par ALDES, partenaires : TBC, POUGET, AIR PAC, SOLENOVE. Solutions techniques développées : développement d'une pompe à chaleur assurant la production d'ECS et la ventilation du logement. Récupération de chaleur sur VMC et eaux usées.

Secteur concerné : logements collectifs et individuels, en neuf et en réhabilitation.

Ces cinq projets feront l'objet d'un suivi par le comité de sélection et de points d'avancement réguliers durant toute leur durée de réalisation.

Objectifs techniques du PACTE "ECS"

- Atteindre un niveau de consommation du poste Eau Chaude Sanitaire en énergie primaire de 15 kWh/m².an
- Obtenir un gain en matière énergétique d'un facteur 2 par rapport à la technologie référente
- Atteindre un temps de retour net hors subvention de l'équipement final qui soit inférieur à la moitié de la durée de vie des équipements
- Obtenir une durée de vie des équipements supérieure à 15 ans

Objectifs complémentaires

- Disposer en amont des travaux techniques de la meilleure compréhension et prise en compte possible de la dimension socio-comportementale de l'usage de l'Eau Chaude Sanitaire
- Contribuer en aval à la capacité à modéliser, simuler et évaluer le fonctionnement de ces équipements



Combustible MOX: Areva signe avec le japonais Hokkaido

(src : Areva)

Areva a signé mardi un contrat* portant sur la fourniture de combustibles MOX pour le réacteur n°3 de la centrale nucléaire japonaise de Tomari exploitée par l'électricien Hokkaido.

Les combustibles MOX qui seront fabriqués à l'usine de MELOX (Gard, France) sont issus des combustibles usés japonais recyclés à l'usine Areva de La Hague.

Ce premier contrat avec le fournisseur de services Mitsubishi Nuclear Fuel (MNF), spécialisé dans le combustible nucléaire, s'inscrit pleinement dans le cadre du programme japonais de recyclage des combustibles usés. Il fait suite aux contrats signés par Areva entre 2006 et 2009 pour fournir du MOX aux électriciens japonais Chubu, Kyushu, Shikoku, Kansai, EPDC et Chugoku.

« Ce contrat signé au travers de MNF avec un huitième électricien japonais renforce le leadership d'Areva dans le marché du recyclage et atteste de la confiance dans notre technologie et savoir-faire par nos clients », déclare Jean-Pierre Gros, Directeur des activités recyclage d'Areva. Pour Hiroshi Inoue, Président de MNF, *“Ce premier contrat portant sur le design de combustibles MOX renforce notre partenariat avec Areva au Japon. Notre collaboration est gage de succès pour le programme MOX d'Hokkaido ».*

* Contrat signé entre MELOX SA, chargée de la fabrication du combustible MOX, et MNF, chargé de la conception du combustible pour le compte du client.